



Conseil économique et social

Distr. limitée
6 juillet 2011
Français
Original: anglais

Pour examen

Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Conseil d'administration

12-15 septembre 2011

Point 4 c) de l'ordre du jour provisoire*

Résumé des examens à mi-parcours des programmes de pays

Région de l'Asie de l'Est et du Pacifique

Résumé

Le présent résumé régional des examens à mi-parcours des programmes de pays menés en 2010 a été établi en réponse à la décision 1995/8 du Conseil d'administration. Celui-ci est invité à faire connaître ses observations sur le rapport et à fournir des directives au Secrétariat.

* E/ICEF/2011/13.



Introduction

1. Le présent rapport porte sur les examens à mi-parcours 2010 du programme de la Papouasie-Nouvelle-Guinée et du programme multinational pour les pays insulaires du Pacifique, qui concerne les 14 pays suivants : Fidji, Kiribati, Îles Cook, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Niue, Palaos, Samoa, Îles Salomon, Tokelau, Tonga, Tuvalu et Vanuatu.

2. Les examens à mi-parcours ont été menés à un moment où l'on étudiait de plus en plus près la capacité de l'ONU d'obtenir des résultats cohérents, utiles et efficaces dans le domaine du développement où intervient de plus en plus d'entités. Avec moins de moyens et un secteur privé de plus en plus influent en tant que source de recettes, l'ONU doit relever un défi majeur si elle veut se resituer de manière à conserver une place pertinente dans le contexte des priorités nationales en matière de développement que se fixent les pays à revenu intermédiaire où la fourniture de services continue d'être soumise à des contraintes sévères. Les stratégies de mise en œuvre du programme de l'UNICEF ont été adaptées en conséquence, l'accent étant mis sur l'obtention de résultats moins nombreux mais plus stratégiques qui apportent une contribution significative à la vie des enfants, compte tenu également du recentrage général de l'action de l'Organisation sur l'équité et de son adoption progressive d'une matrice simplifiée des résultats.

Examens à mi-parcours

Papouasie-Nouvelle-Guinée

Introduction

3. En Papouasie-Nouvelle-Guinée le système des Nations Unies a lancé en 2007 une initiative pilote autonome intitulée « Unis dans l'action » tendant à mettre en œuvre le programme en faveur de l'unité d'action des Nations Unies pour 2008-2012 qui s'articule autour des quatre piliers suivants : a) une gouvernance transparente et responsable; b) prévention et gestion des crises; c) accès aux services de base en matière de santé, d'éducation et de protection; d) amélioration des modes de subsistances viables; e) rassemblement de données en vue du développement et de l'intégration des populations; f) égalité entre les sexes; et g) lutte contre le VIH et le sida. Autour du thème primordial du « Partenariat pour l'édification de la Nation », le programme a été articulé autour de ses résultats et mis en œuvre grâce à un certain nombre de plans de travail annuel conjoints élaborés et gérés par des équipes spéciales interinstitutions conjointement avec des homologues gouvernementaux. En 2010, on a entrepris l'examen à moyen terme de la mise en œuvre du programme pour l'unité d'action des Nations unies, un examen à l'échelle du système faisant intervenir tous les organismes résidents; les résultats obtenus ont amené à raccourcir le cycle du programme actuel pour qu'il se termine en 2011 afin d'assurer l'alignement avec les priorités nationales en matière de développement; cet examen a également servi de base à l'élaboration d'un nouveau programme commun de pays pour 2012-2015.

4. L'examen à mi-parcours de tous les organismes résidents a été mené à l'échelle du système en juillet 2010 par une équipe d'examen indépendante chargée d'évaluer dans quelle mesure l'initiative « Unis dans l'action » contribuait à obtenir des résultats, à faire respecter les priorités nationales en matière de développement et à

renforcer l'efficacité de l'aide. L'examen a été mené avec pour arrière-fond une série de plans stratégiques ambitieux lancés par le Gouvernement en vue d'atteindre plus rapidement les objectifs du Millénaire pour le développement et relever les défis socio-économiques: Horizon 2050, le plan stratégique de développement pour 2010-2030 et le plan de développement à moyen terme pour 2011-2015. Ces plans ont donné l'élan voulu pour que l'on procède à l'examen du fonctionnement des organismes des Nations Unies en Papouasie-Nouvelle-Guinée. L'examen à mi-parcours a tenu compte d'autres facteurs et tendances pertinents : a) l'importance et l'influence croissante du secteur des industries extractives dans l'établissement du programme de développement; b) les élections nationales de 2012 et leurs incidences possibles sur la manière dont les Nations Unies mènent leur action en Papouasie-Nouvelle-Guinée; c) les préoccupations croissantes en matière de sécurité et la hausse des loyers et d) la diminution de la part de l'aide publique au développement dans les crédits budgétaires consacrés par le Gouvernement au développement et le rôle accru du secteur privé comme source de recettes.

Situation actuelle des enfants et des femmes

5. Les résultats économiques en Papouasie-Nouvelle-Guinée s'améliorent régulièrement depuis une dizaine d'années en raison d'un essor notable des ressources naturelles essentiellement dans les secteurs de l'extraction minière et de l'énergie. Le produit intérieur brut (PIB) est passé de 5,5 % à 7 % en 2009-2010. La construction d'un important gazoduc pour gaz naturel liquéfié partant des hauts plateaux du Sud constituera l'investissement le plus important de l'histoire du pays, équivalent à 190 % du PIB. Les exportations de gaz naturel liquéfié qui commenceront en 2014, pourrait doubler le PIB et tripler les recettes d'exportation du pays d'ici 2020. Compte tenu de la possibilité que le PIB fasse un bond de 25 %, des pressions s'exerceront à court terme sur les finances publiques pour que cette manne se traduise par des gains durables et équitables pour tous les Papouans-néo-guinéens.

6. Les rapports périodiques sur les objectifs du Millénaire pour le développement pour 2004 et 2009 ont conclu que le pays n'était en voie d'atteindre aucun de ces objectifs. En 2010, la Papouasie-Nouvelle-Guinée occupait la 137^e place dans l'indice de développement humain, ce qui était mieux que la 148^e place en 2009. Les principaux défis à relever continuent d'être la faible capacité du secteur public à gérer et fournir des services à tous les niveaux de l'État, l'insuffisance des fonds accordés pour la fourniture de services, la complexité et la mauvaise définition des systèmes de gouvernance nationale, provinciale et locale, la mauvaise application des cadres de responsabilisation, la pandémie VIH/sida et la sécurité publique, notamment dans les zones rurales. La population, en augmentation rapide (2,7 % par an), qui devrait atteindre 11 millions d'habitants d'ici 2050, implique d'autres défis en matière d'accès à l'éducation, à la santé, à l'emploi et à des activités rémunératrices.

7. La Papouasie-Nouvelle-Guinée fait partie des 10 pays se trouvant au bas de l'indice d'inégalité de genre. Les femmes et les filles ont un accès bien moindre aux soins de santé et aux services d'éducation que les hommes et les garçons. La violence à l'encontre des femmes reste extrêmement marquée; on estime que deux tiers des femmes ont eu à souffrir de violence d'un niveau ou d'un autre. La migration entre milieu rural et milieu urbain, la prolifération des armes légères, la criminalité urbaine croissante et les luttes tribales (souvent pour des questions de

gestion des terres) ont créé des problèmes d'ordre public qui constituent un défi pour les autorités. La phase quatre du plan de sécurité des Nations Unies a été maintenue pour l'ensemble de la Papouasie-Nouvelle-Guinée en raison de la criminalité et du faible respect de la loi ce qui a des incidences sur la mise en œuvre et le coût du programme. Le coût de l'observation des normes minimales de sécurité opérationnelle et des normes minimales de sécurité opérationnelle applicables au domicile et ce que coûte globalement de vivre et de faire des affaires dans le pays ont augmenté notablement ces dernières années.

Progrès et principaux résultats enregistrés à mi-parcours

8. L'examen à mi-parcours a permis de conclure que les progrès en vue de l'obtention des résultats escomptés tels qu'énoncés dans les plans de travail annuels étaient pour la plupart en bonne voie sauf pour ce qui est des résultats intermédiaires concernant les objectifs du Millénaire pour le développement et la stratégie de développement à moyen terme du Gouvernement pour 2005-2010. Toutefois, aux niveaux infranationaux, le programme de pays des Nations Unies était considéré comme moins bien orienté et coordonné, y compris au plan géographique, de nombreuses activités de programme continuant d'être en grande partie exécutées au niveau national.

9. Les activités de sensibilisation en amont et le soutien technique assurés par l'UNICEF ont permis d'atteindre les importants résultats ci-après : a) prise en compte des enfants les plus vulnérables en tant que groupe vulnérable critique nécessitant une protection, des soins et un appui, dans le cadre du programme gouvernemental Horizon 2050 et du plan de développement à moyen terme (2011-2015) et attribution de crédits et engagements budgétaires en faveur des enfants; b) incorporation d'un cours sur les écoles amies des enfants dans la formation préparatoire des enseignants; c) adoption du premier cadre d'action opérationnel (2010 -2015) et d) 95 % de couverture vaccinale.

10. L'UNICEF a apporté son appui aux efforts de renforcement des capacités déployées dans divers secteurs (développement des ressources humaines, cadres administratifs et juridiques et institutions). La capacité des dirigeants religieux à assurer protection, soins et soutien aux enfants les plus vulnérables a été renforcée grâce à des partenariats stratégiques. En 2010, plus de 300 dirigeants religieux ont reçu une formation au niveau national et provincial. L'UNICEF copréside un groupe de travail technique sur le renforcement des capacités avec le Ministère de l'éducation lequel coordonne tous les programmes de renforcement des capacités dans le domaine de l'éducation.

11. La communication liée au programme ou la communication au service du développement a fait partie intégrante du travail de l'UNICEF en Papouasie-Nouvelle-Guinée. Dans le cadre d'un partenariat avec le Ministère de la santé du pays et l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'UNICEF a conduit à Port Moresby, dans la province centrale et à Daru, des campagnes de prévention du choléra qui consistaient entre autres à élaborer, en vue de la prévention du cholera, de grands messages au sujet des cinq voies de contamination des vers parasites (les doigts, les matières fécales, les mouches, la nourriture, les liquides) et des pratiques sans danger en matière d'enterrement. Près d'une centaine d'enseignants ont été formés à l'information sur le choléra à Port Moresby, en coopération avec l'OMS et Médecins sans frontières.

12. L'UNICEF a établi des relations de travail avec des partenaires du secteur public au niveau national et infranational en intervenant dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la protection de l'enfance et du VIH/sida. Les partenariats avec les Ministères de la planification et du suivi, de la santé, de l'éducation, du développement communautaire, de la justice et du Procureur général et des affaires nationales grâce à une planification conjointe en vue de résultats annuels et d'examen en milieu et en fin d'année. Un accord tripartite a été signé en février 2010 entre la fondation Digicel (une société privée de télécommunications), le Comité pour la lutte contre la violence intrafamiliale et sexuelle et l'UNICEF, afin d'instaurer des centres de soutien familial dans tout le pays. Digicel s'est engagé à verser \$350,000 pour établir sept centres

Ressources utilisées

13. Pour la période de trois ans à l'examen (2008-2010) du programme de pays en cours, les ressources s'élevaient au total à 24 599 106 dollars, dont 4 184 651 dollars au titre des ressources ordinaires et 20 414 455 dollars au titre des autres ressources.

Possibilité de progrès et facteurs limitatifs

14. Les contraintes en matière de planification stratégique, l'absence de consensus sur les démarches à suivre et les priorités concurrentes qu'impose la charge de travail des partenaires d'exécution ont entraîné un certain retard dans la mise en œuvre et des insuffisances dans les résultats obtenus. Il n'a pas été possible d'établir une stratégie de communication en matière d'éducation en raison de contraintes internes au Ministère de l'éducation. On continue d'obtenir peu de résultats efficaces dans les activités de plaidoyer, menées notamment dans le cadre du rapport sur les progrès accomplis dans la poursuite équitable des objectifs du Millénaire pour le développement en faveur des enfants. Le Gouvernement et ses partenaires au développement s'efforcent conjointement de renforcer la collecte, l'analyse et la communication de données grâce aux systèmes de suivi périodique et aux enquêtes de population.

15. La situation en matière de sécurité et le coût élevé des opérations, en particulier, ont entravé la capacité du Bureau à faire progresser le programme en faveur des enfants. Le Bureau a fonctionné en sous-effectifs pendant la durée du programme de pays en raison de ressources limitées. Pourvoir aux postes vacants et former de nouveaux membres du personnel est un besoin permanent qui distrait du temps et des ressources de la mise en œuvre des activités du programme. S'agissant du financement du personnel, on a eu recours par le passé à des ressources ordinaires pour financer les principales fonctions et pour partager une partie des coûts opérationnels avec d'autres organismes, notamment en matière de loyers et de sécurité. Les augmentations survenues depuis deux ans de l'ajustement de poste du personnel international de la catégorie des administrateurs, essentiellement dues à la hausse des loyers et des dépenses de sécurité, ont limité le montant des ressources ordinaires disponibles pour les programmes. L'UNICEF et les organismes résidents des Nations Unies ont procédé à des évaluations afin d'étudier la viabilité financière du programme de pays, notamment sous la forme d'une mission inter institutions menée en avril 2011, qui a formulé une série de recommandations pour faire face aux principaux facteurs de coût et pour améliorer le rapport coût-efficacité.

Aménagements apportés au programme

16. Compte tenu des difficultés que rencontrent la Papouasie-Nouvelle-Guinée pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement d'ici 2015, il a été recommandé à l'issue de l'examen à mi-parcours que l'équipe de pays des Nations Unies intensifie et consolide son appui à la poursuite de ces objectifs et son soutien aux priorités établies dans le plan de développement à moyen terme du Gouvernement. L'équipe d'examen a recommandé que les 16 domaines d'intervention soient rassemblés en un programme de pays davantage ciblé qui se concentre sur les problèmes en amont tel que l'établissement de politiques générales, la planification et les changements d'orientation, avec le développement des capacités comme angle d'attaque multisectorielle. À l'issue de l'examen à mi-parcours, le Gouvernement a demandé aux partenaires au développement d'aligner leurs programmes sur les nouvelles priorités nationales en matière de développement telles qu'énoncées dans le plan de développement à moyen terme 2011-2015. En octobre 2010, le Groupe des Nations Unies pour le développement a décidé de raccourcir d'un an le cycle de programme actuel et de commencer à élaborer un nouveau Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (2012-2015) fondé sur un descriptif de programme de pays commun à l'UNICEF, au Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et au Fonds des Nations Unies pour la population. Ce descriptif sera présenté aux conseils d'administrations de ces organismes en septembre 2011.

17. S'appuyant sur les recommandations issues de l'examen à mi-parcours, le nouveau Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement 2012-2015 et les programmes de pays communs se sont centrés sur quatre domaines : a) gouvernance au service d'un développement équitable; b) accès aux services de base; c) justice sociale, protection et égalité entre les sexes; et d) gestion de l'environnement et des risques de catastrophes, chaque domaine comportant plusieurs sous éléments. Le thème général consiste à aider la Papouasie-Nouvelle-Guinée à atteindre plus rapidement les objectifs du Millénaire pour le développement.

18. La contribution de l'UNICEF portera essentiellement sur les trois premiers volets, l'accent étant mis sur l'éducation et la protection de l'enfance. L'UNICEF continuera de chercher à obtenir des résultats positifs pour les enfants grâce à une interconnexion équilibrée entre les orientations établies en amont et les initiatives entreprises en aval. Les initiatives visant à atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement seront conduites de manière à rassembler les pratiques fondées sur l'analyse des faits et à faciliter la transposition de modèles ayant fait leurs preuves dans toute la Papouasie-Nouvelle-Guinée en établissant un rapport entre les activités de programme et l'impact des interventions. L'UNICEF continuera de collaborer avec ses partenaires pour faire respecter les principes de l'unité d'action en participant avec les autres organismes du système des Nations Unies aux services communs de ce système en matière de sécurité, de location et dans d'autres domaines connexes. Dans le but d'utiliser au mieux les ressources, un bureau de zone sera installé dans les locaux partagés avec le PNUD à Bougainville. La bibliothèque du bureau de pays chargée de l'évaluation et de la maîtrise du risque a mis en évidence 13 domaines de risques élevés et moyens dans les pratiques actuelles en matière d'établissement de programmes et d'opérations. La mise en œuvre du plan d'action pour la gestion des risques de l'Organisation s'inscrit dans le renforcement de cette gestion.

Programme multinational pour les pays insulaires du Pacifique

Introduction

19. Un examen interne à mi-parcours du programme multinational de l'UNICEF pour les pays insulaires du Pacifique 2008-2012 a commencé en avril 2010 et s'est terminé par une réunion de réflexion qui s'est tenue à Suva (Fidji) du 21 au 25 juin sous la présidence du Représentant de l'UNICEF et à laquelle participaient 65 membres du personnel de Suva, du Vanuatu, des Îles Salomon et de Kiribati. Par ailleurs, ont assisté à la réunion le directeur régional adjoint et le conseiller régional pour la santé de l'UNICEF. L'examen interne de l'UNICEF a servi à élaborer l'examen à mi-parcours du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement 2008-2012. Une réunion conjointe a également été organisée avec le Gouvernement du Vanuatu à Port Vila (Vanuatu) le 28 juin 2010. La réunion était présidée par le cabinet du Premier Ministre (Ministère de la politique stratégique, de la planification et de la coordination de l'aide); y assistaient les directeurs généraux et les directeurs de divers ministères.

20. L'examen à mi-parcours a essentiellement porté sur les priorités stratégiques et non sur les détails propres à chaque secteur. Le processus d'examen à mi-parcours reposait sur six éléments principaux: a) les données provenant de comptes rendus analytiques formels de la situation et/ou d'études de base et de discussions avec les partenaires nationaux et régionaux; b) des études exécutées sur commande sur des sujets nouveaux, notamment la crise économique mondiale, le changement climatique, l'urbanisation et les handicaps; c) un audit du respect dans les programmes de l'UNICEF Pacifique des règles relatives à l'égalité entre les sexes énoncées dans les recommandations sur la politique d'égalité des sexes de l'UNICEF pour 2010; d) une étude des résultats obtenus dans le programme qui a permis d'évaluer les progrès accomplis à ce jour, les enseignements tirés et les contraintes rencontrées et a abouti à des recommandations pour que le programme soit corrigé; e) une étude des programmes infranationaux convergents qui a permis d'évaluer les progrès accomplis à ce jour, les enseignements tirés et les contraintes rencontrées ainsi que les recommandations de modifications des programmes; et f) une étude des ajustements qu'il est proposé d'apporter à la structure de gestion du programme de pays.

Situation actuelle des enfants et des femmes

21. Le ralentissement économique dans le monde, la rapide urbanisation, l'impact croissant des changements climatiques et l'instabilité politique continue dans plusieurs pays insulaires du Pacifique sont autant d'éléments qui pris ensemble ont gravement entravé le développement social et économique dans tous les pays insulaires du Pacifique. Des atolls tels que Kiribati et Tuvalu sont particulièrement vulnérables aux chocs extérieurs tels que les crises alimentaires, énergétiques et financières. La surveillance sentinelle menée par l'UNICEF a confirmé la vulnérabilité des habitants des pays insulaires du Pacifique aux chocs et aux crises, la plupart des familles signalant avoir de plus en plus de difficulté à faire face aux dépenses journalières par suite de la crise économique mondiale (54 % des familles à Kiribati, 63 % dans les Îles Salomon et 77 % à Tuvalu). Alors que la plupart des gouvernements de ces pays investissent une partie importante de leur budget dans la santé et l'éducation, de sévères coupes budgétaires (par exemple, en 2010, Kiribati a réduit son budget de l'éducation de 24 % et les Îles Salomon de 35 %) ont mis à très rude épreuve les services sociaux.

22. La géographie est un facteur essentiel des disparités relevées entre les îles du Pacifique où la plupart des familles défavorisées vivent généralement dans des zones rurales éloignées et dans des îles périphériques. Une étude de la pauvreté touchant les enfants à Vanuatu a permis de constater de profonds écarts entre le milieu urbain et le milieu rural; en milieu urbain 10 % seulement des enfants souffraient d'au moins une privation grave contre 29 % en milieu rural. La région à l'examen est également très vulnérable aux catastrophes naturelles et aux changements climatiques ce qui ne fait qu'exacerber les facteurs de vulnérabilité. Les ondes de tempête et la montée des eaux des océans ont détruit l'infrastructure et pollué les approvisionnements en eau douce ce qui a une incidence sur l'alimentation des enfants et accroît les risques de maladies transmises par l'eau. Les Îles Cook, Kiribati, les Îles Marshall et Tuvalu sont quatre des cinq pays qui selon l'Alliance des petits États insulaires sont globalement les plus vulnérables.

23. Les risques de transmission du VIH et d'autres maladies sexuellement transmissibles sont élevés. A Kiribati, 43 % des personnes, âgés de 15 à 19 ans, ayant répondu à une enquête ont subi des relations non consenties et 57 % de jeunes sexuellement actifs ont eu des relations sexuelles non protégées à haut risque. Les recherches menées par l'UNICEF à Fidji, à Kiribati, à Samoa, dans les Îles Salomon et à Vanuatu ont fait ressortir que les enfants faisaient l'objet de violences et de sévices extrêmement graves dans leur famille, dans leur communauté et à l'école. C'est ainsi que 81 % des adultes s'occupant d'enfants à Kiribati et 72 % dans les Îles Salomon ont reconnu maltraiter physiquement des enfants dans leur famille.

Progrès accomplis et principaux résultats obtenus à mi-parcours

24. Le programme multinational pour les pays insulaires du Pacifique a permis d'obtenir des résultats essentiels dans de nombreux domaines. Sur 12 résultats recherchés 11 étaient en bonne voie, un des résultats (VIH et sida) étant présenté comme freiné par la baisse de l'appui des donateurs. Le programme est en bonne voie pour maintenir une large couverture vaccinale ordinaire dans tous les États insulaires du Pacifique. Les systèmes d'intégration des services de prévention de la transmission du VIH entre la mère et l'enfant dans le domaine de la santé génésique ont été renforcés dans cinq pays et intégrés dans neuf installations sanitaires choisies.

25. L'UNICEF en s'engageant dans une approche sectorielle de l'aide au développement en matière d'éducation, particulièrement comme un des partenaires groupés au Vanuatu, a réussi à faire prendre en compte les normes propres aux écoles adaptées aux enfants parmi les normes nationales minimales et à tirer parti d'importantes augmentations de crédits budgétaires pour l'éducation préscolaire. L'UNICEF a également opté peu à peu pour des efforts plus marqués au stade de la conception grâce à l'approche sectorielle, à son engagement dans les mécanismes de planification et de budgétisation au niveau national et à des partenariats plus poussés avec des institutions régionales. L'UNICEF a continué de promouvoir fermement la cohésion et les partenariats au sein des Nations Unies; les principaux partenariats de l'UNICEF Pacifique en 2010 reposent sur la consolidation des relations avec les organismes régionaux, notamment la Banque asiatique de développement (BAD) et le Secrétariat de la Communauté du Pacifique. S'appuyant sur la forte priorité accordée aux données et aux éléments concrets, l'UNICEF, en collaboration avec un groupement d'organismes du système des Nations Unies, la Banque asiatique de développement et d'autres institutions régionales multilatérales

et universitaires, a organisé au Vanuatu la Conférence du Pacifique sur le visage humain de la crise économique mondiale. L'engagement croissant de l'UNICEF dans des mécanismes nationaux de coordination sectorielle représente également le recours à des partenariats essentiels en vue de résultats équitables en faveur des enfants dans le Pacifique.

Ressources utilisées

26. En 2008-2010, l'allocation annuelle prévue de ressources ordinaires d'un montant de 5,5 millions de dollars a été totalement dépensée (ce chiffre avait été de 99 % en 2008-2009). Sur les autres ressources, 6,013 millions de dollars ont été demandés en 2008, 6,571 millions en 2009 et 8,191 millions en 2010 – contre un plafond annuel de ressources ordinaires de 6,6 millions de dollars. Les autres ressources disponibles en 2010 (7,62 millions de dollars) représentaient 127 % du plafond annuel. Il ressort de ce montant accru que les partenaires donateurs ont de plus en plus confiance dans la capacité qu'a l'UNICEF Pacifique de contribuer à un développement centré sur l'enfant. Toutefois, la répartition des autres ressources dans les différents programmes s'est faite de manière inégale, l'éducation et la protection de l'enfance bénéficiant d'un bon financement tandis que la santé, l'assainissement et le VIH/sida ne recevaient pas assez de fonds pour atteindre les résultats prévus.

Possibilité de progrès et facteurs limitatifs

27. Au cours du programme multinational 2008-2012, l'UNICEF a apporté son aide aux 14 pays insulaires du Pacifique en l'articulant selon trois volets : le premier consacré à trois pays prioritaires – Kiribati, Îles Salomon et Vanuatu, le deuxième axé sur un engagement sélectif dans cinq pays – Fidji, États fédérés de Micronésie, Îles Marshall, Samoa et Tuvalu et le troisième sur un engagement fondé sur les partenariats et les mécanismes régionaux dans six pays – Îles Cook, Nauru, Niue, Palaos, Tokelau et Tonga. Toutefois, la crise économique mondiale a créé et fait ressortir de nouveaux points vulnérables dans les trois volets mettant ainsi en question l'utilité de ce système.

28. L'examen à mi-parcours a amené à recommander de renforcer la capacité de l'UNICEF dans les pays appartenant au premier volet et de resserrer les liens avec les bureaux communs¹ des Nations Unies afin de dynamiser la mise en œuvre des programmes, particulièrement dans les pays du deuxième volet. Il ressortait également de l'examen à mi-parcours que pour obtenir de meilleurs résultats dans les îles du Pacifique, les équipes de programmes devraient : a) consolider la base de connaissances sur laquelle fonder action et plaidoyers, notamment en renforçant la collecte et l'utilisation régulière de données dans les secteurs de la santé et de l'éducation de tous les pays; b) consolider la base de connaissances pour favoriser la communication en vue de mutations sociales, notamment au niveau communautaire; c) renforcer l'intégration dans tous les programmes pour obtenir une incidence optimale sur les politiques, les services et le changement de comportement; d) informer les personnes les plus vulnérables non seulement dans les pays les moins avancés mais également dans les pays où des enquêtes en grappes à indicateurs multiples ont été menées récemment (en 2007), notamment dans les atolls du Pacifique nord..

¹ L'UNICEF héberge deux de ces bureaux communs des Nations Unies, à Kiribati et au Vanuatu.

Aménagements apportés au programme

29. A la suite de la réunion sur l'examen interne à mi-parcours de l'UNICEF, UNICEF Pacifique a réaligné et rationalisé la structure actuelle de son programme composé de 12 réalisations et de 38 produits en vue de 16 résultats clefs dans cinq domaines thématiques: santé et assainissement, éducation, protection de l'enfance, VIH/sida et établissement de politiques, plaidoyers, planification et évaluation. Ces 16 résultats sont alignés sur les produits du PNUAD. La dotation en personnel du programme multinational a également été réexaminée et 25 postes supplémentaires ont été proposés, dont 17 dans les trois principaux bureaux extérieurs (Kiribati, Îles Salomon et Vanuatu). De nouvelles approches stratégiques ont été adoptées et l'accent a notamment été davantage mis sur le renforcement de la capacité à établir des partenariats, l'engagement accru de l'UNICEF dans un travail conceptuel en amont, l'amélioration de l'intégrité des données, une meilleure utilisation de pratiques optimales et la promotion d'une convergence accrue entre les programmes.

Conclusion

30. Il ressort clairement des examens à mi-parcours que le modèle traditionnel de développement évolue. Les gouvernements sont de plus en plus en mesure de mettre eux-mêmes en œuvre leurs programmes de développement en faisant appel à des partenaires au développement pour un type différent de soutien qui met l'accent sur l'analyse des politiques et le partenariat, l'utilisation d'éléments d'information et de leçons tirés de la fourniture de services et le renforcement des systèmes. Les entreprises privées, les organismes de la société civile, les organisations non gouvernementales et les institutions financières internationales jouent un rôle de plus en plus important dans l'élaboration des politiques et la fourniture des services et influencent de plus en plus les programmes des pays.

31. Cette évolution rapide, combinée avec de nouveaux rapports avec les donateurs et un fonctionnement plus unifié des Nations Unies, offre la possibilité de préciser et de reformuler le rôle de l'UNICEF en tant que porte-parole indépendant et audible des enfants et défenseur de leurs droits. Certains environnements se sont révélés plus difficiles que d'autres pour amener les responsables politiques à s'impliquer et mettre en place le cadre politique, juridique et institutionnel qui permet d'obtenir des résultats positifs pour les enfants. Les examens à mi-parcours de la Papouasie-Nouvelle-Guinée et des îles du Pacifique ont fait ressortir les points forts de l'UNICEF et des Nations Unies dans ces contextes ainsi que les défis qu'il leur faut constamment relever.

32. Pour que l'UNICEF ne se laisse pas distancer par l'évolution du cadre propre au développement, par l'accent mis sur le travail en amont et le nouvel accent mis sur l'équité, il faut renforcer les capacités et les compétences dans les domaines de la communication et des plaidoyers, du renforcement des partenariats, des politiques sociales et des statistiques afin de compléter les points forts traditionnels de l'UNICEF de manière à faire progresser la programmation et l'établissement de politiques en faveur des enfants en s'appuyant sur des données probantes dans le cadre des mécanismes de pays mis en place par les Nations Unies.